



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Industrial Vehicles & Machinery Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7B1, Place du Portage, Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Chariots élévateurs	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8476-165459/A	Date 2016-02-04
Client Reference No. - N° de référence du client W8476-165459	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HS-597-69008	
File No. - N° de dossier hs597.W8476-165459	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-03-16	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bourassa, Chantal	Buyer Id - Id de l'acheteur hs597
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-3362 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5227
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Accords commerciaux
- 1.4 Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission
- 2.4 Lois applicables - Soumission
- 2.5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignement supplémentaires

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Capacité financière

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 Besoin - Contrat
- 7.2 Clauses et conditions uniformisées
- 7.3 Durée du contrat
- 7.4 Responsables
- 7.5 Paiement
- 7.6 Facturation
- 7.7 Attestations

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-165459/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hs597

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-165459

File No. - N° du dossier

CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME
hs597

- 7.8 Lois applicables - Contrat
- 7.9 Ordre de priorité des documents
- 7.10 Clauses du guide des CCUA
- 7.11 Inspection et acceptation
- 7.12 Préparation pour la livraison
- 7.13 Expédition - livraison à destination
- 7.14 Documents de sortie - distribution
- 7.15 Réunion suivant l'attribution du contrat
- 7.16 Outils et équipement en vrac
- 7.17 Assemblage/Préparation à la livraison
- 7.18 Interchangeabilité

Pièces jointes

Annexe A - Établissement des prix

Annexe B - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

Description d'achat

Questionnaire de renseignements techniques

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions et le contrat subséquent comptent sept (7) parties ainsi que des annexes comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences: comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les pièces jointes comprennent l'Annexe A - Établissement des prix, Annexe B - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation, la description d'achat, le questionnaire de renseignements techniques.

1.2 Sommaire

Le ministère de la Défense nationale a un besoin pour l'achat de quatorze (14) chariots élévateurs pour terrains accidentés et des articles auxiliaires incluant la formation, conformément à la Description d'achat pour chariots élévateurs à fourches de type conducteur assis, à moteur diesel, à toutes routes directrices, à toutes roues motrices et pour terrains accidentés, datée du 13 janvier 2016, à être livrés à la BFC de Gagetown, N.B., BFC Valcartier, Qué, BFC Petawawa, Ont., BFC d'Edmonton, Alb et BFC de Shilo, Man. et tel que décrit à l'Annexe A - Établissement des prix.

Langues de formation comme suit:

BFC Edmonton: Anglais

BFC Shilo: Anglais

BFC Petawawa: Anglais

BFC Gagetown: Anglais

BFC Valcartier: Français.

Ce besoin inclus une option pour une quantité additionnelle de jusqu'à quatorze (14) véhicule additionnel, les articles auxiliaires ainsi que la formation, qui pourra être exercée dans les douze (12) mois à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

1.3 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la Colombie (ALÉCCO) de l'Accord de libre-échange entre et le Canada et le Pérou (ALÉCP), de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Panama (ALÉCPA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.4 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les quinze (15) jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumission. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2015-07-03) Instructions uniformisées - biens ou services, besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 05.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services, est modifié comme suit :

Supprimer : Les soumissions seront valables pendant au moins soixante (60) jours à compter de la date de clôture de la demande de soumissions

Insérer : Les soumissions seront valables pendant au moins quatre-vingt-dix (90) jours civils à compter de la date de clôture de la demande de soumissions.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables - soumission

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis, l'énoncé des travaux ou la description d'achat contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

La première page de la demande de proposition signée par le soumissionnaire ou son représentant autorisé (1 copie signée)

Section I: Soumission technique (2 copies papier)

Section II: Soumission financière (1 copie papier)

Section III: Attestations (1 copie papier)

Section IV: Renseignements supplémentaires (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Les soumissionnaires devraient soumettre, avec leur soumission, le questionnaire de renseignements techniques dûment complété.

3.1.1 Produits de remplacement et solutions de rechange

Les soumissionnaires peuvent proposer des produits de remplacement et des solutions de rechange où « doit^(E) », « doivent^(E) », « devra^(E) » ou « devront^(E) » est indiqué dans la description technique du besoin (Description d'achat/Énoncé du besoin/Énoncé des travaux).

1. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction, de la qualité et du rendement seront pris en considération par l'autorité technique lorsque le soumissionnaire:

- a) Indique clairement un produit de remplacement et/ou une solution de rechange;
- b) indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement et/ou du produit, s'il y a lieu;
- c) déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué dans la description technique du besoin;
- d) fournit les caractéristiques complètes et les brochures, s'il y a lieu;
- e) présente une déclaration de conformité comprenant les caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement et/ou la solution de rechange répondent à toutes les exigences techniques indiquées dans la description technique du besoin;
- f) indique clairement les parties dans le libellé d'achat et dans les brochures qui confirment que le produit de remplacement et/ou la solution de rechange sont conformes aux exigences techniques.

2. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont offerts comme étant équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction, de la qualité et du rendement ne seront pas pris en considération par l'autorité technique si:

- a) la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité technique d'évaluer pleinement l'équivalence du produit;
- b) le produit de remplacement et/ou la solution de rechange ne répondent pas aux exigences techniques précisées dans la description technique du besoin;

3. Les soumissionnaires sont incités à proposer des produits écologiques chaque fois que possible.



Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la Base de paiement spécifiée à la Partie 7 et avec l'Annexe A - Établissement des prix. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Les soumissionnaires devraient compléter l'annexe A et la soumettre avec leur soumission.

3.1.2 Clauses du guide des CCUA

3.1.2.1 Fluctuation du taux de change - Atténuation des risques

1. Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change. Si le soumissionnaire demande un rajustement du taux de change, cette demande doit être clairement indiquée dans la soumission au moment de sa présentation. Le soumissionnaire doit présenter le formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#) , Demande de rajustement du taux de change, avec sa soumission, et indiquer le montant en monnaie étrangère en dollars canadiens pour chaque article pour lequel un rajustement du taux de change est demandé.
2. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres coûts payés par le soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution).
4. Au moment de la soumission, le soumissionnaire doit remplir les colonnes (1) à (4) du formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#)  pour chaque article pour lequel il veut se prévaloir de la disposition relative à la fluctuation du taux de change. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les valeurs indiquées dans la colonne (3) devraient aussi être en dollars canadiens, afin que le montant du rajustement soit présenté dans la même devise que le paiement.
5. Aux fins de la présente disposition relative à la fluctuation du taux de change, les autres taux ou calculs proposés par le soumissionnaire ne seront pas acceptés.

Section III: Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

Section IV: Renseignements supplémentaires

Le Canada demande que les fournisseurs présentent les renseignements suivants :

3.1.3 Meilleure date de livraison - soumission

3.1.3.1 Quantité ferme

Bien que la livraison pour le véhicule/l'équipement soit demandée pour le 15 juillet 2016, la meilleure date de livraison qui peut être offerte est comme suit :

Article 001 – quatorze (14) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires seront livrés dans les _____ semaines/jours civils à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

3.1.3.2 Quantité optionnelle

La meilleure date de livraison qui peut être offerte est comme suit :

Article 002 - Si une option est exercée, jusqu'à quatorze (14) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires seront livrés dans les ___ semaines/jours civils.

3.1.4 Représentants du fournisseur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux

Nom : _____

No de téléphone : _____

No de télécopieur : _____

Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____

No de téléphone : _____

No de télécopieur : _____

Courriel : _____

3.1.5 Service après-vente – Destination A – Gagetown, N.B.

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse les noms, adresses et numéros de téléphone de ses concessionnaires et/ou de ses agents qui sont autorisés à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparation sous garantie et qui peuvent fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert. Il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer la distance entre le concessionnaire et/ou l'agent autorisé et le lieu de la livraison et celle-ci ne devrait pas dépasser 100 kilomètres.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Nom : _____

Adresse : _____

No de téléphone : _____

Destination B – Valcartier, Qué.

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse les noms, adresses et numéros de téléphone de ses concessionnaires et/ou de ses agents qui sont autorisés à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparation sous garantie et qui peuvent fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert. Il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer la distance entre le concessionnaire et/ou l'agent autorisé et le lieu de la livraison et celle-ci ne devrait pas dépasser 100 kilomètres.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Nom : _____

Adresse : _____

No de téléphone : _____

Destination C – Petawawa, Ont.

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse les noms, adresses et numéros de téléphone de ses concessionnaires et/ou de ses agents qui sont autorisés à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparation sous garantie et qui peuvent fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert. Il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer la distance entre le concessionnaire et/ou l'agent autorisé et le lieu de la livraison et celle-ci ne devrait pas dépasser 100 kilomètres.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Nom : _____

Adresse : _____

No de téléphone : _____

Destination D – Edmonton, Alb.

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse les noms, adresses et numéros de téléphone de ses concessionnaires et/ou de ses agents qui sont autorisés à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparation sous garantie et qui peuvent fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert. Il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer la distance entre le concessionnaire et/ou l'agent autorisé et le lieu de la livraison et celle-ci ne devrait pas dépasser 100 kilomètres.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Nom : _____

Adresse : _____

No de téléphone : _____

Destination E – Shilo, Man.

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse les noms, adresses et numéros de téléphone de ses concessionnaires et/ou de ses agents qui sont autorisés à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparation sous garantie et qui peuvent fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert. Il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer la distance entre le concessionnaire et/ou l'agent autorisé et le lieu de la livraison et celle-ci ne devrait pas dépasser 100 kilomètres.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Nom : _____

Adresse : _____

No de téléphone : _____

3.1.6 Période de garantie courante du fabricant

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse des renseignements détaillés sur la garantie courante du fabricant pour le véhicule/l'équipement et ses composants qui dépasse la période de garantie minimale de douze (12) mois. Les garanties courantes additionnelles du fabricant tirées des composants/sous-ensemble du fabricant d'équipement original feront parties du contrat proposé.

3.1.7 Période de la garantie prolongée

Le Canada demande que le soumissionnaire indique si une période de la garantie prolongée est offerte qui dépasse la période minimale de douze (12) mois.

Si oui, le Canada demande que le soumissionnaire fournisse des renseignements détaillés sur la période de la garantie prolongée offerte à l'égard du véhicule/équipement et de ses composants, ainsi que sur le prix.

Toute période de la garantie prolongée ne sera pas inclus dans l'évaluation financière.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Critères d'évaluation techniques obligatoires

4.1.1.1 Preuve de conformité obligatoire

Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, toutes les preuves de conformité requises dans la description d'achat et dans le questionnaire de renseignements techniques.

4.1.1.2 Produits de remplacement et/ou solutions de rechange

Les soumissionnaires qui proposent des produits de remplacement et/ou des solutions de rechange doivent fournir avec leur soumission, toute l'information requise (conformément à la Partie 3, section 1, article 1. Produits de remplacement et solutions de rechange pour que l'on tienne compte de leur soumission.

4.1.2 Critères d'évaluation financiers obligatoires

4.1.2.1 Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, toutes les informations financières requises dans la demande de soumissions et à l'Annexe A - Établissement des prix pour les articles 001, 002 et 004.

4.1.2.2 Les prix de la soumission doivent être en dollars canadien, rendu droits acquittés à destination, selon les Incoterms 2000 pour l'article 001 (quantité ferme) et FCA franco-transporteur à l'établissement canadien de l'entrepreneur ou au point de distribution canadien de l'entrepreneur selon les Incoterms 2000 pour les articles 002 (quantité optionnelle) et 004 (formation optionnelle), les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables sont en sus, rendu droits acquittés.

4.1.3 Prix global évalué

Les soumissions seront évaluées sur un prix global pour la quantité ferme, la quantité optionnelle et la formation (option) comme suit:

- a) Les prix de lot fermes pour la quantité ferme seront multipliés par leurs quantités identifiées afin d'obtenir le prix évalué pour la quantité ferme;
- b) les prix de lot fermes pour la quantité optionnelle seront multipliés par les quantités estimative identifiées afin d'obtenir le prix évalué pour la quantité optionnelle;
- c) les prix unitaires fermes pour les séances d'instructions de familiarisation (option) seront multipliés par leurs quantités identifiées afin d'obtenir le prix évalué pour la séance d'instruction de familiarisation (option);

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-165459/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hs597

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-165459

File No. - N° du dossier

CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME
hs597

d) la somme de tous les prix évalués déterminera le prix global évalué.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires techniques et financiers pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix global évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat..

PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais ils peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation](#) remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Conformité du produit

Le soumissionnaire certifie que tous les véhicules/équipements proposés sont conformes, et continueront de se conformer pendant toute la période du contrat, à toutes les spécifications techniques de la description d'achat.

Cette certification ne soustrait pas la soumission à son obligation de satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires détaillés dans la partie 4.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

5.2.3.2 Attestation des caractéristiques environnementales générales

Le soumissionnaire doit sélectionner et remplir l'une des deux déclarations suivantes aux fins d'attestation

A) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire est inscrit ou rencontre la norme ISO 14001.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

Ou

B) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire satisfait et continuera de satisfaire, pendant toute la durée du contrat, à un minimum de quatre (4) des six (6) critères identifiés dans le tableau ci-dessous.

Le soumissionnaire doit indiquer qu'il satisfait à un minimum de quatre (4) critères.

Pratiques écologiques au sein de l'organisation des soumissionnaires	Insérez un crochet pour chaque critère qui est respecté.
Favorise un environnement sans papier au moyen de directives, procédures et / ou des programmes.	
Tous les documents sont imprimés recto verso et en noir et blanc dans le cadre des activités quotidiennes, excepté lors d'indications contraires par votre client.	
Le papier utilisé dans le cadre des activités quotidiennes est composé d'un minimum de 30% de matières recyclées et possède une certification de la gestion durable des forêts.	
Utilise préférentiellement des encres écologiques et achète des cartouches d'encre ré-usinées ou cartouches d'encre qui peuvent être retournées au fabricant aux fins de réutilisation et de recyclage dans le cadre des activités quotidiennes.	
Des bacs de recyclage pour le papier, le papier journal, le plastique et l'aluminium sont disponibles et vidés régulièrement conformément au programme de recyclage local.	
Un minimum de 50% de matériel de bureau détient une certification éco-énergétique.	

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-165459/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hs597

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-165459

File No. - N° du dossier

CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME
hs597

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Cette demande de soumission ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Capacité financière

Référence de CCUA	Titre	Date
A9033T	Capacité financière	2012-07-16

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin - contrat

L'entrepreneur doit fournir quatorze (14) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires, incluant la formation, conformément à la description d'achat pour chariots élévateurs à fourches de type conducteur assis, à moteur diesel, à toutes roues directrices, à toutes roues motrices, et pour terrains accidentés, datée du 13 janvier 2016 et à l'Annexe A - Établissement des prix.

Une option pour une quantité de jusqu'à quatorze (14) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires est incluse, qui pourra être exercée dans les douze (12) mois à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

7.1.1 Changements techniques, produits de remplacement et solutions de rechange

Tous les changements techniques, les produits de remplacement et les solutions de rechange que propose l'entrepreneur doivent être évalués aux fins d'approbation par l'autorité technique. Tous les produits de remplacement et les solutions de rechange doivent être équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction, de la qualité et du rendement à ce qui est remplacé et doit être sans frais supplémentaires pour le Canada. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont offerts comme étant équivalents ne seront acceptables qu'une fois approuvés par l'autorité technique comme équivalents. Une modification au contrat ou le formulaire complété de modification ou modèle ou écart autorité sera émis.

Si l'autorité technique n'accepte pas le produit de remplacement ou la solution de rechange et que l'entrepreneur ne peut respecter les exigences techniques, le Canada peut résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales stipulées dans le contrat.

7.1.2 Biens optionnels et(ou) services facultatifs

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, services ou les deux qui sont décrits dans les présentes, selon les mêmes conditions et aux prix établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'option pourra être exercée, à la discrétion du Canada, au complet, ou en partie ou à une ou plusieurs occasions, jusqu'à la quantité maximale identifiée dans le contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option dans les douze (12) mois à partir de la date d'émission du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit informer l'autorité technique et l'autorité contractante de tout changement à la conception qui pourrait modifier l'achat de véhicules/équipements additionnels.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

2010A (2015-09-03), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 09 intitulé Garantie des conditions générales 2010A est modifié comme suit:

Le paragraphe 2 est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :

L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur pour leur remplacement, réparation ou rectification. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada. Cependant, lorsque le Canada est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent. Lorsque l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent, l'entrepreneur est responsable de tous les coûts engagés pour les réparations ou rectifications nécessaires et le Canada ne remboursera pas l'entrepreneur pour ces coûts.

Si les travaux de réparation sous garantie ne peuvent être commencés dans les deux (2) jours ouvrables et terminés dans un délai raisonnable ou si l'entrepreneur ne dispose pas d'installations de réparation dans le voisinage immédiat (à moins de 100 kilomètres) des points de livraison (destinataires) précisés, le Canada se réserve le droit de faire exécuter les réparations, puis de se faire rembourser par l'entrepreneur au taux horaire de main-d'oeuvre de 103,91\$ et pour le coût des pièces remplacées.

Toutes les autres dispositions de la garantie demeurent en vigueur.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Date de livraison

La livraison du véhicule/équipement doit être effectuée comme suit :

Quantité ferme

Article 001 – quatorze (14) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires doivent être livrés dans les (à être inséré par SPAC) semaines/jours civils à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

Quantité optionnelle

Article 002 - Si l'option est exercée, jusqu'à quatorze (14) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires doivent être livrés dans les (à être inséré par SPAC) semaines/jours civils après qu'une option est exercée.

7.4 Responsables

7.4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Chantal Bourassa
Agent d'approvisionnements
Services publics et approvisionnement Canada
Direction générale des approvisionnements
DTPLEP - Division « HS »
Place du Portage, Phase III, 7B1
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone : 873-469-3362
Télécopie : 819-956-5227
Courriel : @tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.4.2 Autorité pour les achats

L'autorité pour les achats pour le contrat est :

À être inséré par SPAC

DLP
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) K1A 0K2
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

L'autorité des achats représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en oeuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec l'autorité des achats; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à

l'énoncé des travaux. Des changements à l'énoncé des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.4.3 Autorité technique

L'autorité technique pour le contrat est :

À être inséré par SPAC

Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) K1A 0K2
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

L'autorité technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec l'autorité technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.4.4 Représentant de l'entrepreneur

Renseignements généraux

Nom : À être inséré par SPAC
No de téléphone :
No de télécopieur :
Courriel :

Suivi de la livraison

Nom : À être inséré par SPAC
No de téléphone :
No de télécopieur :
Courriel :

7.4.5 Service après-vente – Destination A – Gagetown, N.B.

Le concessionnaire et/ou son agent suivant est autorisé à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparations sous garantie; et une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent: à être inséré par SPAC km

Nom :
Adresse :

Numéro de téléphone :

Destination B – Valcartier, Qué

Le concessionnaire et/ou son agent suivant est autorisé à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparations sous garantie; et une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent: à être inséré par SPAC km

Nom :

Adresse :

Numéro de téléphone :

Destination C – Petawawa, Ont.

Le concessionnaire et/ou son agent suivant est autorisé à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparations sous garantie; et une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent: à être inséré par SPAC km

Nom :

Adresse :

Numéro de téléphone :

Destination D – Edmonton, Alb

Le concessionnaire et/ou son agent suivant est autorisé à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparations sous garantie; et une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent: à être inséré par SPAC km

Nom :

Adresse :

Numéro de téléphone :

Destination E – Shilo, Man.

Le concessionnaire et/ou son agent suivant est autorisé à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparations sous garantie; et une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent: à être inséré par SPAC km

Nom :

Adresse :

Numéro de téléphone :

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix fermes spécifiés dans l'Annexe A - Établissement des prix et selon ce qui suit:

7.5.1.1 Base de paiement (BDP) Type 1

Des prix de lots fermes en dollars canadiens, DDP - rendu droits acquittés à destination, Incoterms 2000, droits de douane et taxe d'accise du Canada sont incluses lorsque applicables et les taxes applicables en sus.

Le prix payé sera rajusté en fonction de la disposition relative à la fluctuation du taux de change (le cas échéant).

7.5.1.2 Base de paiement (BDP) Type 2

Des prix de lots fermes en dollars canadiens, FCA franco-transporteur à l'établissement canadien de l'entrepreneur ou au point de distribution canadien de l'entrepreneur selon les Incoterms 2000, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada sont incluses lorsque applicables et les taxes applicables sont en sus.

Le prix payé sera rajusté en fonction de la disposition relative à la fluctuation du taux de change (le cas échéant).

7.5.1.3 Base de paiement (BDP) Type 3

Prix à être négocié en dollars canadiens, DDP - rendu droits acquittés à destination, selon les Incoterms 2000, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada sont incluses lorsque applicables et les taxes applicables sont en sus.

Les coûts de transport seront négociés alors que le Canada a l'intention d'exercer une option et a identifié les quantités et les destinations en vigueur. À la demande du Canada, en tant que base de négociation, l'entrepreneur doit fournir le prix du transport(s) et les informations pertinentes.

7.5.1.4 Base de paiement (BDP) Type 4

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?sid=90&hl=1&lang=fra&merge=2>), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par l'autorité technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir une estimation des coûts et les informations pertinentes pour les frais de déplacement et de subsistance.

7.5.2 Clauses du guide des CCUA

Référence de CCUA	Titre	Date
C6000C	Limite de prix	2011-05-16
H1001C	Paielements multiples	2008-05-12

7.5.3 Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change

1. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres frais payés par la soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.
2. Pour chaque article pour lequel un montant en monnaie étrangère est déterminé, le Canada assume les risques et les avantages liés à la fluctuation du taux de change, conformément à la Base de paiement. Pour ces articles, le montant de rajustement du taux de change est déterminé conformément à la disposition de la présente clause.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le montant de rajustement du taux de change sera calculé conformément à la formule suivante :

Rajustement = montant en monnaie étrangère x Qté x ($i_1 - i_0$) / i_0

où les variables de la formule correspondent à :

Montant en monnaie étrangère

Montant en monnaie étrangère (par unité)

i_0

taux de change initial (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])

i_1



taux de change aux fins du rajustement (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])

Qté

quantité d'unités

4. Le taux de change initial correspond habituellement au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de clôture de la demande de soumissions.
5. Pour les biens, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de livraison des biens. Pour les services, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada pour le dernier jour ouvrable du mois durant lequel la prestation a eu lieu. Pour les paiements anticipés, le taux de

change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi à la date à laquelle le paiement était dû. Le plus récent cours à midi sera utilisé pour les jours non ouvrables.

6. L'entrepreneur doit indiquer le montant total de rajustement du taux de change (soit à la hausse, à la baisse ou invariable) séparément sur chaque facture ou demande de paiement présentée dans le cadre du contrat. Dans le cas où un rajustement s'applique, l'entrepreneur doit joindre à sa facture le formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#) , Demande de rajustement du taux de change.
7. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution), calculé conformément à la colonne 8 du formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#)  (c.-à-d. $[i_1 - i_0 / i_0]$).
8. Le Canada se réserve le droit de vérifier toute révision de coûts et prix en vertu de la présente clause.

7.6 Facturation

7.6.1 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales.
2. Les factures ne doivent pas être soumises avant la livraison, l'inspection et l'acceptation du véhicule/équipement/service.
3. Les taxes applicables, selon le cas, doivent être calculées pour le montant total de la facture, avant l'application de la retenue de garantie. Au moment de la demande de la retenue de garantie, il n'y aura pas de taxes à payer car celles-ci auront été réclamées et payées sous la facture précédente pour le véhicule/équipement/service.
4. Suite à la livraison, l'inspection et l'acceptation de tous les articles auxiliaires reliés audit véhicule/équipement/service, l'entrepreneur peut soumettre une facture pour le déblocage de la retenue de garantie.
5. Chaque facture doit être appuyée par:
 - (a) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance.
6. L'entrepreneur est prié de fournir les factures en format électronique, sauf indication contraire de l'autorité contractante ou de l'autorité pour les achats, réduisant ainsi le matériel imprimé.
7. Les factures doivent être distribuées comme suit :

- (a) L'original doit être envoyé ou transmis par courriel à l'autorité pour les achats identifiée sous l'article intitulé «Responsables» du contrat pour acceptation et paiement.
- (b) Un (1) exemplaire doit être envoyé ou transmis par courriel à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé «Responsables» du contrat.

7.6.2 Retenue de garantie

1. Le Canada retiendra dix (10) pour cent sur tout paiement final dudit véhicule/équipement/service (articles 001 à 004) jusqu'à la livraison, l'inspection et l'acceptation de tous les articles auxiliaires reliés audit véhicule/équipement/service.
2. Suivant la livraison, l'inspection et l'acceptation de tous les articles auxiliaires reliés audit véhicule/équipement/service, l'entrepreneur doit soumettre une facture, pour le déblocage de la retenue de garantie, en conformité avec les «Instructions relatives à la facturation» évoquées dans ce contrat.

7.7 Attestations

7.7.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

7.7.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.8 Lois applicables - contrat

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.9 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;

- b) 2010A (2015-09-03) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
c) Annexe A - Établissement des prix;
d) Description d'achat pour chariots élévateurs à fourches de type conducteur assis, à moteur diesel, à toutes roues directrices, à toutes roues motrices, et pour terrains accidentés, datée du 13 janvier 2016;
e) Annexe B - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation;
f) La soumission de l'entrepreneur (à être inséré par SPAC) en date du, telle que modifiée (à être inséré par SPAC).

7.10 Clauses du guide des CCUA

Référence de CCUA	Titre	Date
A1009C	Accès aux lieux d'exécution des travaux	2008-05-12
A9006C	Contrat de défense	2012-07-16
A9049C	Sécurité des véhicules	2011-05-16
A9062C	Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes	2011-05-16
C2800C	Cote de priorité	2013-01-28
C2801C	Cote de priorité - entrepreneur canadien	2014-11-27
D5510C	Autorité de l'assurance de la qualité (MDN) - entrepreneur établi au Canada	2014-06-26
D5515C	Autorité de l'assurance de la qualité (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger et aux États-Unis	2010-01-11
D5540C	ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Q)	2010-08-16
D5604C	Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger	2008-12-12
D5605C	Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi aux États-Unis	2010-01-11
D5606C	Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi au Canada	2012-07-16
G1005C	Assurances	2016-01-28

7.11 Inspection et acceptation

L'autorité technique ou son représentant sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de la description d'achat et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

7.12 Préparation pour la livraison

1. Le véhicule/l'équipement doit être desservi, ajusté et être en condition pour utilisation immédiate. L'intérieur et l'extérieur doivent être nettoyés avant que le véhicule quitte l'usine et soit remis au responsable des inspections ou son mandataire à la destination finale de livraison.
2. La livraison de tous les véhicules/équipements doit se faire sur rendez-vous seulement. Les livraisons de véhicules sans rendez-vous pourront être refusées. Lorsque le transporteur doit retourner faute de ne pas avoir pris de rendez-vous, le Canada n'est pas tenu de payer pour les coûts additionnels.
3. Les réservoirs de carburant doivent être au moins à moitié pleins avant d'être remis au personnel du MDN.

7.13 Expédition - livraison à destination

1. L'entrepreneur doit expédier les biens en DDP - rendu droits acquittés (en conformité avec l'annexe A - Établissement des prix) indiqué ci-dessous. À moins d'indication contraire, la livraison doit se faire par le moyen le plus économique. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison, de l'administration, des coûts et des risques de transport et du dédouanement, dont le paiement des droits de douane et des taxes applicables.
2. L'entrepreneur doit livrer les biens sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre les rendez-vous pour la livraison en communiquant avec la personne désignée à l'annexe A - Établissement des prix. Le destinataire peut refuser des livraisons lorsque des dispositions n'ont pas été prises au préalable.

7.14 Documents de sortie - distribution

L'entrepreneur doit remplir les documents de sortie dans un format électronique en vigueur et les distribuer comme suit :

Une (1) copie envoyée par la poste au destinataire avec la mention : « À l'attention de l'agent de réception »;

Deux (2) copies avec l'envoi au destinataire, dans une enveloppe imperméable à l'eau;

Une (1) copie à l'autorité contractante;

Une (1) copie au

Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (ON) K1A 0K2
À l'attention de :

Une (1) copie au représentant de l'assurance de la qualité;

Une (1) copie à l'entrepreneur; et

Pour les entrepreneurs non-canadiens, une (1) copie au

DAQ/Administration des contrats
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (ON) K1A OK2
Courriel :ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca

7.15 Réunion suivant l'attribution du contrat

Dans un délai de dix (10) jours civils après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec l'autorité contractante pour déterminer si une réunion est requise. Une réunion sera convoquée à la discrétion de l'autorité technique afin de passer en revue les exigences techniques et contractuelles. L'entrepreneur sera responsable pour la préparation et la distribution du procès-verbal dans les cinq (5) jours civils après la tenue de la réunion. La réunion aura lieu aux établissements de l'entrepreneur ou à un édifice du ministère de la Défense nationale ou via téléconférence, à la discrétion du Canada, sans frais additionnels au Canada, avec des représentants de l'entrepreneur, du ministère de la Défense nationale et de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.16 Outils et équipement en vrac

Tous les articles et outils expédiés en vrac doivent être inscrits sur le Certificat d'inspection (CF 1280) ou sur le bordereau d'emballage fourni avec le véhicule/équipement, pour la vérification lors du transport.

7.17 Assemblage/Préparation à la livraison

L'entrepreneur doit dépêcher un représentant du service à chaque point de livraison pour effectuer l'assemblage et la préparation de tous les véhicules/équipement livrés. L'assemblage/Préparation à la livraison doivent être effectués sans frais supplémentaires pour le Canada.

7.18 Interchangeabilité

À moins de modifications autorisées par l'autorité contractante, tous les véhicules/équipements fournis en fonction d'un article donné d'un contrat doivent être de même marque et de modèle, et tous les assemblages, sous-ensembles et pièces doivent être interchangeables.

ANNEXE A - ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Article 001 – Chariots élévateurs pour terrains accidentés (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer quatorze (14) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires tels que, mais sans s'y limiter, les manuels du véhicule, la fiche technique, les photographies, la liste des pièces de rechange pour l'entretien préventif, la lettre de garantie et la trousse des pièces initiales incluant la formation, en conformité avec la description d'achat pour chariots élévateurs à fourches de type conducteur assis, à moteur diesel, à toutes roues directrices, à toutes roues motrices, et pour terrains accidentés ci-jointe, datée du 13 janvier 2016.

Manufacturier: (à être inséré par SPAC) Modèle: (à être inséré par SPAC)

Destination A

Un (1) chariot élévateur pour terrains accidentés et les articles auxiliaires doivent être livrés à:

BFC Gagetown
Section d'équipement majeur
Édifice B10
Oromocto, N.B.
E2V 4J5
Canada

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par SPAC).

Prix de lot ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et articles auxiliaires, rendu droits acquittés (DDP) (... lieu de destination convenu) en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 1.

Destination B

Quatre (4) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires doivent être livrés à:

BFC Valcartier
Section d'équipement majeur
Bâtiment 188
Garnison Valcartier
Courcellete, Qué.
G0A 4Z0
Canada

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par SPAC).

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-165459/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hs597

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-165459

File No. - N° du dossier

CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME
hs597

Prix de lot ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et articles auxiliaires, rendu droits acquittés (DDP) (... lieu de destination convenu) en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 1.

Destination C

Quatre (4) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires doivent être livrés à:

BFC Petawawa
Section d'équipement majeur
Petawawa, Ont.
K8H 2X3
Canada

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par SPAC).

Prix de lot ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et articles auxiliaires, rendu droits acquittés (DDP) (... lieu de destination convenu) en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 1.

Destination D

Trois (3) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires doivent être livrés à:

BFC Edmonton
Section d'équipement majeur
107^{ième} rue et 137^{ième} avenue, édifice C8
Edmonton, Alb.
T5J 4J5
Canada

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par SPAC).

Prix de lot ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et articles auxiliaires, rendu droits acquittés (DDP) (... lieu de destination convenu) en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 1.

Destination E

Deux (2) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires doivent être livrés à:

BFC Shilo
Section d'équipement majeur
Approvisionnement de la base C101
Shilo, Man.
R0K 2A0
Canada

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par SPAC).

Prix de lot ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et articles auxiliaires, rendu droits acquittés (DDP) (... lieu de destination convenu) en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 1.

Article 002 - Chariots élévateurs pour terrains accidentés (Quantité optionnelle)

Si l'option est exercée, l'entrepreneur doit livrer jusqu'à quatorze (14) chariots élévateurs pour terrains accidentés et les articles auxiliaires tels que, mais sans s'y limiter, les manuels du véhicule, la fiche technique, les photographies, la liste des pièces de rechange pour l'entretien préventif, la lettre de garantie et la trousse des pièces initiales excluant la formation, en conformité avec la description d'achat pour chariots élévateurs à fourches de type conducteur assis, à moteur diesel, à toutes roues directrices, à toutes roues motrices et pour terrains accidentés ci-jointe, datée du 13 janvier 2016.

Prix de lot ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et articles auxiliaires, à l'établissement canadien de l'entrepreneur ou au point de distribution canadien de l'entrepreneur tel que décrit à la Partie 7, Base de paiement Type 2.

Manufacturier: (à être inséré par SPAC) Modèle: (à être inséré par SPAC)

Article 003 - Coût de transport (quantités optionnelles)

Si une option est exercée en conformité avec l'article 002 ci-dessus, l'entrepreneur doit livrer le véhicule/équipement à la destination comme suit:

Quantité: (à être inséré par SPAC si une option est exercée)

Le chariot élévateur pour terrains accidentés et les articles auxiliaires doivent être livrés à:

(à être inséré par SPAC si une option est exercée)

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-165459/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hs597

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-165459

File No. - N° du dossier

CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME
hs597

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par SPAC si une option est exercée)

Prix négociés de \$(à être négocié si une option est exercée) par véhicule/équipement, pour les coûts de transport, rendu droit acquittés à destination (DDP) (... lieu de destination convenu), en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 3.

(L'article 003 ne sera pas inclus dans l'évaluation financière)

Article 004 – Formation (Quantité optionnelle)

Si l'option est exercée, l'entrepreneur doit fournir jusqu'à quatorze (14) séances d'instructions de familiarisation, en conformité avec la description d'achat pour chariots élévateurs à fourches de type conducteur assis, à moteur diesel, à toutes roues directrices, à toutes roues motrices, et pour terrains accidentés ci-jointe, datée du 13 janvier 2016.

Prix unitaire ferme _____ \$ par formation en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 2.

Article 005 - Frais de déplacement et de substances – Directive sur les voyages du Conseil national mixte pour les séances d'instructions de familiarisation (Option)

L'entrepreneur doit fournir les séances d'instructions de familiarisation à:

(à être inséré par SPAC si l'option est exercée)

Coût estimatif: \$(à être inséré par SPAC si une option est exercée) en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 4.

(L'article 005 ne sera pas inclus dans l'évaluation financière)

Article 006 - Prolongation de la période de garantie

Si la période de garantie est prolongée pour une période additionnelle de _____ mois/jours civils, l'entrepreneur sera payé un prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et les taxes applicables sont en sus.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-165459/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hs597

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-165459

File No. - N° du dossier

CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME
hs597

(L'article 006 ne sera pas inclus dans l'évaluation financière)

ANNEXE « B »

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE
D'EMPLOI - ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'Emploi et Développement social Canada - Travail.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- () A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- () A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- () A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- () A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- () A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC - Travail.

OU

- () A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-165459/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hs597

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-165459

File No. - N° du dossier

CCC No. /N° CCC - FMS No. /N° VME
hs597

matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

() B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

() B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)



National Défense
Défense nationale



NOTICE

This documentation has been reviewed by the Technical Authority and does not contain controlled goods.

AVIS

Cette documentation a été révisée par l'Autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

L'équipement de manutention du matériel des
Forces canadiennes

**Description d'achat (DA) pour chariots élévateurs à
fourches de type conducteur assis, à moteur diesel,
à toutes roues directrices, à toutes roues motrices,
et pour terrains accidentés**

13 Janvier 2016

OPI/BPR : DSVPM 4/DAPVS 4
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

Publiée avec l'autorisation du chef d'état-major de la
défense

Canada

© 2016 MDN Canada

TABLE DES MATIÈRES

1.	PORTÉE	3
1.1	Portée	3
1.2	Instructions	3
1.3	Définitions	4
1.4	Tableau de résumé des exigences	4
2	DOCUMENTS APPLICABLES	5
2.1	Documents fournis par le gouvernement	5
2.2	Autres documents	5
3.	EXIGENCES	6
3.1	Conception standard	6
3.2	Conditions d'exploitation	6
3.3	Normes de sécurité	7
3.4	Rendement	7
3.5	Équipement	8
3.6	Poste de l'opérateur	11
3.7	Châssis	12
3.8	Moteur	12
3.9	Boîte de vitesses	14
3.10	Système de freinage	14
3.11	Direction	14
3.12	Roues, jantes et pneus	14
3.13	Commandes	14
3.14	Instruments	15
3.15	Circuit électrique	15
3.16	Éclairage	15
3.17	Système hydraulique	16
3.18	Lubrifiants et liquides hydrauliques	16
3.19	Système de graissage automatique	16
3.20	Peinture	16
3.21	Identification	16
3.22	Instruments, décalcomanies et plaques de données	16
4.	SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ	17
4.1	Documentation et articles de soutien	17
4.2	Formation	20
5.	ESSAIS D'ACCEPTATION	22
6.	ÉTAT À LA LIVRAISON	22

1. PORTÉE

- 1.1 **Portée** - La présente Description d'achat porte sur les exigences concernant les chariots élévateurs à fourches de type conducteur assis, à moteur diesel, à toutes roues directrices, à toutes roues motrices, et pour terrains accidentés.
- 1.2 **Instructions** - Les instructions suivantes s'appliquent à la présente Description d'achat :
- 1.2.1 Les exigences qui contiennent la formule verbale « **doit** » ou « **doivent** » sont obligatoires. Aucune déviation ne sera permise;
- 1.2.2 Les exigences qui contiennent la formule verbale « **doit^(E)** » ou « **doivent^(E)** » sont obligatoires. Cependant, l'**Autorité technique** examinera des substituts/alternatives appropriés afin de les accepter comme **Équivalent**;
- 1.2.3 Les exigences identifiées par un verbe au futur définissent des actions à effectuer par le gouvernement du Canada et ne nécessitent aucune action/obligation de la part de l'Entrepreneur;
- 1.2.4 Lorsque les exigences ne sont pas précédées des formules verbales « **doit** », « **doivent** », « **doit^(E)** », « **doivent^(E)** » ou un verbe au futur, cela signifie que les informations sont données à titre indicatif seulement;
- 1.2.5 Dans le présent document, le mot « fourni » **doit** signifier « fourni et installé »;
- 1.2.6 Lorsqu'une norme est spécifiée et l'Entrepreneur a offert un **Équivalent**, cette norme **Équivalente doit** être fournie par l'Entrepreneur, sur demande;
- 1.2.7 Lorsqu'une certification technique est mentionnée dans cette Description d'achat, une copie de la certification ou une preuve de conformité acceptable **doit** être fournie sur demande par l'**Autorité technique** jusqu'à la date d'expiration de la période de garantie;
- 1.2.8 Bien que le system « SI » **doit** être utilisé en tant que système de mesure primaire pour définir l'exigence, en général les deux systèmes « SI » et le système standard de mesures sont utilisés dans cette Description d'achat. Les autres mesures sont données à titre de références seulement et pourraient ne pas être des conversions exactes; et
- 1.2.9 Les dimensions identifiées comme nominales **doivent** être traitées comme des dimensions approximatives. Les dimensions nominales reflètent une méthode par laquelle les

matériaux et les produits sont généralement identifiés pour la vente commerciale, cependant elles diffèrent des dimensions réelles.

1.3 **Définitions** - Les définitions suivantes s'appliquent à l'interprétation de la présente Description d'achat :

1.3.1 « Autorité technique » - Le représentant du gouvernement responsable du contenu technique de la présente exigence;

1.3.2 « Équivalent » - Une norme, un moyen ou un type de composant qui a été accepté par l'**Autorité technique** comme répondant aux exigences spécifiées en matière de forme, de fonction et de rendement.

1.4 **Tableau de résumé des exigences** - Les véhicules sur lesquels porte la présente Description d'achat sont représentés comme des Configurations. Le tableau suivant indique le rendement et les caractéristiques pour chaque Configuration:

			CONFIGURATION	
CARACTÉRISTIQUE	PARAGRAPHE	UNITÉS	A	B
CAPACITÉ DE LEVAGE	3.4.2 (a)	kg	9 979	
		lb	22 000	
CENTRE DE CHARGE	3.4.2 (a)	mm	1 219	
		po	48	
HAUTEUR DE LEVAGE	3.4.2 (c)	mm	3 658	
		po	144	
HAUTEUR HORS TOUT	3.4.2 (d)	mm	3 658	
		po	144	
DÉPLACEMENT LATÉRAL	3.4.2 (f)	mm	100	
		po	4	

2. DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Documents fournis par le gouvernement

C-01-100-100/AG-005 Adoption de publications provenant du commerce et de gouvernements étrangers comme manuels adoptées

2.2 Autres documents - Les documents suivants font partie de la présente Description d'achat. Les sites internet de l'organisme sont donnés lorsqu'ils sont disponibles. Sauf avis contraire, les documents pertinents **doivent** être ceux qui sont en vigueur à la date de la fabrication. Les sources sont les suivantes :

2.2.1 Normes CAN/CSA

CAN/CSA-B335-04 Norme de sécurité pour les chariots élévateurs

CAN/CSA Z107.56-13 Mesure de l'exposition au bruit
Association canadienne de normalisation (CSA)
5060 Spectrum Way
Mississauga (Ontario) L4W 5N6
<http://www.csa.ca/Default.asp?language=English>

2.2.2 Normes UL

UL 558 Standards for Safety, Industrial Trucks, Internal Combustion Engine-Powered

Laboratoires des assureurs du Canada
7 Crouse Road
Scarborough (Ontario) M1R 3A9
<http://www.ulc.ca/>

2.2.3 Normes ANSI

ANSI/ITSDF B56.6 Standard for Safety for Rough Terrain Forklift Trucks

Industrial Truck Standards Development Foundation
1750 K Street NW, Suite 460
Washington DC 20009 États-Unis
<http://www.itsdf.org/>

2.2.4 Normes SAE

SAE J1310 Electric Engine Preheaters and Battery Warmers for Diesel Engines Information Report

Society of Automotive Engineers Inc.
400 Commonwealth Drive
Warrendale PA 15096
<http://www.sae.org>

2.2.5 Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail

Ministère de la Justice
Gouvernement du Canada

<http://laws-lois.justice.gc.ca/eng/regulations/sor-86-304/>

3. EXIGENCES

3.1 Conception standard

- 3.1.1 Le véhicule **doit** être le plus récent modèle d'un fabricant qui a fait preuve de son acceptabilité en fabriquant et en vendant ce type et cette taille de véhicule pendant au moins un (1) an;
- 3.1.2 Le véhicule **doit** détenir des certificats d'ingénierie disponibles, sur demande, pour cette application auprès des fabricants d'équipement d'origine (FEO) d'ensembles et de systèmes d'équipement importants;
- 3.1.3 Le véhicule **doit** être conforme à tous les normes industrielles, les règlements et les lois applicables régissant la fabrication, la sécurité, les niveaux de bruit et les émissions au Canada au moment de la fabrication;
- 3.1.4 Le véhicule **doit** être fourni avec des systèmes et des composants ne fonctionnant pas au-delà des rendements publiés par les fabricants de systèmes et de composants; et
- 3.1.5 Le véhicule **doit** comprendre la totalité des composants, de l'équipement et des accessoires normalement fournis pour le modèle offert, bien qu'ils puissent ne pas être décrits spécifiquement dans la présente Description d'achat.

3.2 Conditions d'exploitation

- 3.2.1 Climat - Le véhicule **doit** démarrer et fonctionner dans les conditions climatiques au Canada à des températures allant de -40°C à 40°C (-40°F à 104°F).

3.2.2 Terrain

- (a) Le véhicule **doit** pouvoir être utilisé sur des planchers de béton détériorés, sur des surfaces pavées extérieures détériorées et sur des surfaces de gravier compactées tout en étant utilisé pour empiler et dépiler des conteneurs ISO et pour déplacer des fournitures générales dans des entrepôts; et
- (b) Le véhicule **doit** pouvoir être utilisé hors route (p. ex. champs de construction, des champs dégagés et pistes de terre) y compris l'utilisation durant toute l'année dans la neige, dans la boue, dans le sable et sur de la glace.

3.3 Normes de sécurité

- 3.3.1 Niveau de bruit - Les niveaux de bruit du véhicule **doivent** respecter les exigences de la législation concernant alinéa 7.4 du Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail au poste de l'opérateur et à l'extérieur du véhicule pour des expositions de huit (8) heures pendant une période de 24 heures lorsque mesuré conformément à la norme CAN/CSA Z107.56-13.
- 3.3.2 Sécurité du véhicule - Tous les aspects de conception, fabrication et de sécurité des véhicules doivent être conformes à la norme ANSI/ITDSF B56.6 la plus récente.

3.3.3 Cote de sécurité « D »

- (a) Le véhicule **doit** être fabriqué de façon à répondre aux exigences d'une cote « D » conformément à la norme UL 558; et
- (b) Une certification de marque autorisée UL confirmant que le véhicule répond à la cote de sécurité UL **doit** être apposée de façon permanente sur le véhicule avant la livraison.

3.4 Rendement

3.4.1 Rendement du véhicule

- (a) Le véhicule, chargé à la « CAPACITÉ DE LEVAGE » donnée dans le Tableau de résumé des exigences (paragraphe 1.4), **doit** avoir une vitesse vers l'avant d'au moins 30 km/h (18,6 mi/h) sur la route d'asphalte; et
- (b) Le véhicule, chargé à la « CAPACITÉ DE LEVAGE » donnée dans le Tableau de résumé des exigences (paragraphe 1.4), **doit** être capable de grimper une pente d'au moins 35 pourcent sur des conditions de terrain spécifiées dans la section 3.2.2.

3.4.2 Rendement du chariot élévateur

- (a) Le véhicule, muni d'un mât standard et sans accessoires, **doit** avoir une capacité de charge d'au moins la valeur « CAPACITÉ DE LEVAGE » donnée dans le Tableau de résumé des exigences (paragraphe 1.4) au « CENTRE DE CHARGE » donné dans le Tableau de résumé des exigences (paragraphe 1.4);
- (b) La capacité de charge ne **doit** pas réduire à une valeur inférieure à la « CAPACITÉ DE LEVAGE » donnée dans le Tableau de résumé des exigences (paragraphe 1.4) sous une hauteur de levage de 2 591 mm (102 po);

-
- (c) Le véhicule **doit** atteindre une hauteur de levage d'au moins la « HAUTEUR DE LEVAGE » indiquée dans le Tableau de résumé des exigences (paragraphe 1.4). Ceci sera mesurée à partir du plancher jusqu'au sommet des fourches avec le mât en position verticale et étendue;
 - (d) Le véhicule **doit** avoir une hauteur hors tout à son point le plus élevé, avec le mât rentré et en position verticale, de pas plus haut que la « HAUTEUR HORS TOUT » indiquée dans le Tableau de résumé des exigences (paragraphe 1.4); et
 - (e) La capacité de levage du véhicule ne **doit** pas diminuer plus que 227 kg (500 livres) lorsque le déplacement latéral est en service.

3.4.3 Dimensions

- (a) Le véhicule **doit** avoir un dégagement entre son point fixe le plus bas et le sol d'au moins 305 mm (12 po); et
- (b) Le véhicule **doit** avoir des angles d'approche et de départ de pas moins que 25 degrés.

3.5 Équipement

3.5.1 Équipement d'application

(a) Mât

- i Le véhicule **doit** être muni d'un mât vertical hydraulique et télescopique ayant une capacité d'inclinaison vers l'avant d'au moins 10 degrés et une capacité d'inclinaison vers l'arrière d'au moins 10 degrés. Ces capacités d'inclinaison sont mesurées à partir de la position verticale du mât; et
- ii Le mât **doit** permettre à l'opérateur d'avoir une vue dégagée des pointes des fourches lorsque les fourches sont au niveau du sol et que le mât est en position verticale.

(b) Fourches

- i Le véhicule **doit** être fourni avec des fourches d'une longueur nominale de 2 438 mm (96 po); et
- ii Sur demande du MDN, des fourches ayant une longueur nominale de 2 134 mm (84 po) ou de 1 828 mm (72 po) **doivent** être fournies au lieu des fourches de 2 438 mm (96 po).

- (c) Dossier - Le véhicule **doit** être muni d'un dossier standard du fabricant ayant une hauteur nominale de 1 219 mm (48 po);

-
- (d) **Accumulateur au niveau du mât** - Le véhicule **doit** être muni d'un système accumulateur du mât pour absorber les forces d'impact pendant qu'il franchit des voies ferrées, des nids de poule et d'autres obstacles;
- (e) **Système de mise au niveau des fourches** - Le véhicule **doit** être muni d'un système de mise au niveau des fourches qui permet de soulever des palettes inclinées jusqu'à au moins 15 % de chaque côté du véhicule;
- (f) **Dispositif de déplacement latéral/dispositif de positionnement des fourches intégré**
- i. Le véhicule **doit** être muni d'un dispositif de déplacement latéral/dispositif de positionnement des fourches intégré qui permet à l'opérateur, à partir de son poste, d'augmenter et de diminuer l'espace entre les deux parties des fourches déchargée et de déplacer latéralement les fourches entièrement chargées en même temps de chaque côté du centre du tablier porte-fourche; et
 - ii. Le véhicule **doit** avoir un déplacement latéral de chaque côté d'au moins la valeur « DÉPLACEMENT LATÉRAL » donné dans le Tableau de résumé des exigences (paragraphe 1.4).
- (g) **Crochet d'attelage fixé à l'arrière**
- i Le véhicule **doit** être muni d'un crochet d'attelage rigide fixé à l'arrière du chariot;
 - ii Le crochet d'attelage **doit** être fixé à une hauteur d'au moins 559 mm (22 po) et d'au plus 711 mm (28 po) au-dessus du sol;
 - iii Le crochet d'attelage **doit** accommoder un anneau d'attelage dont le diamètre intérieur est de 76 mm (3 po) et dont l'épaisseur du matériel est de 41 mm (1-5/8 po); et
 - iv Le crochet d'attelage **doit** être un modèle Holland PH-T-60-AOL-8 ou un **Équivalent**.
- (h) **Dispositifs de fixation du véhicule**
- i Le véhicule **doit** être muni d'au moins quatre dispositifs de fixation du véhicule permanents et fixés de façon intégrale;
 - ii Les dispositifs de fixation du véhicule, travaillant ensemble, **doivent** être conçus pour supporter une charge vers l'avant de 4 g, une charge vers l'arrière de 4 g, une charge vers le haut de 2 g et une charge

-
- latérale de 1,5 g (1 g = poids de transport de l'équipement). Ces charges ne sont pas imposées simultanément;
- iii Les dispositifs de fixation du véhicule **doivent** être conçus/situés de façon à empêcher les déplacements pendant le transport sur des remorques surbaissés, des wagons et à bord des bateaux;
 - iv Les dispositifs de fixation du véhicule **doivent** être situés de façon à permettre de fixer les câbles, les tendeurs à lanterne, les chaînes et les crochets;
 - v Les dispositifs de fixation du véhicule **doivent** être identifiés à l'aide de la charge maximale permise;
 - vi Les marques de charge maximale permise des dispositifs de fixation du véhicule **doivent** être peintes à l'aide d'une couleur contrastante; et
 - vii Les renseignements de fixation du véhicule **doivent** être illustrés dans le manuel de l'opérateur. On préfère que ces renseignements et dans la cabine du véhicule (en forme de décalcomanies).
- (i) **Protection contre le vandalisme** - Le véhicule **doit** être muni d'une protection contre le vandalisme, y compris des fournitures permettant de verrouiller les capots, les bouchons de remplissage et la cabine à l'aide de morillons à cadenas;
- (j) **Crochets de récupération**
- i Le véhicule **doit** être muni de crochets de récupération (boucles, crochets de remorquage ou un composant d'une capacité **Équivalente**) à l'arrière du véhicule; et
 - ii Les crochets de récupération qui ne sont pas directement fixés ou montés sur le châssis du véhicule **doivent** être approuvés par l'**Autorité technique**.
- (k) **Compartiment à outils**
- i Le véhicule **doit** être muni d'un dispositif d'entreposage sécuritaire pour tous les outils et l'équipement non arrimé nécessaires à la maintenance quotidienne; et
 - ii Le dispositif d'entreposage des outils **doit** garder à l'épreuve des conditions climatiques et protéger les outils et l'équipement non arrimé contre l'environnement.

(l) **Bouchons de remplissage**

- i Le véhicule **doit** être muni de bouchons de remplissage qui identifient clairement et de façon permanente le contenu; et
- ii Les bouchons de remplissage **doivent** être identifiés à l'aide de symboles internationaux, d'une norme (c.-à-d. SAE 10W30) ou être identifiés par écrit en français et en anglais.

(m) **Système de caméras**

- i Le véhicule **doit** être équipé d'un système de caméras muni de systèmes de fixation réglables pour chaque caméra individuelle;
- ii La caméra **doit** fournir à l'opérateur une vision bvers l'avant et vers l'arrière du véhicule;
- iii La caméra avant **doit** permettre à l'opérateur de voir le bout des fourches;
- iv La caméra arrière **doit** être fixée à l'arrière du véhicule pour pouvoir servir de caméra de recul; et
- v Le système de caméras **doit** comprendre un écran d'affichage dans la cabine qui est visible pour un opérateur assis dans son siège.

(n) **Extincteur d'incendie**

- i Le véhicule **doit** être muni d'au moins un (1) extincteur d'incendie portatif de 2,2 kg (4,85 lb, nominal) pour basses températures (bleu) ayant (au minimum) une cote ULC 2A-10BC (NNO 4210-21-871-9134); et
- ii Le ou les extincteur(s) d'incendie **doivent** être montés de façon à ne pas nuire au fonctionnement du véhicule, à ne pas bloquer la vue de l'opérateur et de façon à faciliter leurs accès pour l'opérateur.

3.6 Poste de l'opérateur

3.6.1 Cabine à SPCO

- (a) Le véhicule **doit** être muni d'une cabine à structure de protection contre les chutes d'objets (SPCO);
- (b) La cabine à SPCO **doit** être isolée, pressurisée et à l'épreuve des intempéries;
- (c) La cabine à SPCO **doit** être munie d'un système de chauffage, de ventilation et de dégivrage servant à maintenir les fenêtres sans givre ou humidité;

-
- (d) La cabine à SPCO **doit** être munie de fenêtres à verre de sécurité standard teinté pour véhicules automobiles;
 - (e) La cabine à SPCO **doit** être munie d'un système de lave-glaces et d'essuie-glaces pour les fenêtres avant et arrière;
 - (f) La cabine à SPCO **doit** être munie de deux (2) portes verrouillables ou d'une (1) porte et avec au moins une (1) fenêtre identifiée visiblement comme étant une sortie de secours; et
 - (g) Le véhicule **doit** être muni d'un tableau des capacités charge à l'intérieur de la cabine SPCO servant à illustrer les capacités de charge aux différentes hauteurs de levage.

3.6.2 Siège de l'opérateur

- (a) La cabine du véhicule **doit** être munie d'un siège de l'opérateur à suspension pneumatique coussiné, recouvert de tissu et avec dossier et ceinture de sécurité; et
- (b) Le siège de l'opérateur **doit** être réglable verticalement et vers l'avant/l'arrière sans que l'opérateur n'ait à se lever.

3.6.3 Rétroviseur(s)

- (a) La cabine du véhicule **doit** être munie de rétroviseurs réglables positionnés de façon à ce que l'opérateur puisse reculer sécuritairement;
- (b) Si des rétroviseurs fixés à l'extérieur de la cabine sont utilisés, ils **doivent** pouvoir être chauffés en actionnant une commande dans la cabine;
- (c) La surface non-réfléchissante des rétroviseurs **doit** être couleur noir mat; et
- (d) Les rétroviseurs **doit** être divisés afin que 25 % de la surface réfléchissante comprenne un rétroviseur convexe.

3.6.4 Climatiseur

- (a) La cabine du véhicule **doit** être munie d'un climatiseur; et
- (b) Le climatiseur ne **doit** pas utiliser de frigorigène qui appauvrit la couche d'ozone.

3.7 Châssis - Le châssis du véhicule **doit** être un châssis non-articulé pour un véhicule de ce type et de cette taille.

3.8 Moteur - Le véhicule **doit** être muni d'un moteur diesel qui atteint ou dépasse les normes d'émission groupe 4i.

3.8.1 **Réservoirs à carburant** - Le véhicule **doit** être muni d'un réservoir à carburant pouvant supporter l'utilisation du chariot pendant au moins huit (8) heures.

3.8.2 **Aides au démarrage à froid du moteur**

- (a) Le moteur **doit** être muni d'aides au démarrage à froid lui permettant de démarrer à des températures atteignant -40° C (cela peut comprendre un système des bougies de préchauffage ou un système de préchauffage d'air d'admission);
- (b) Le moteur **doit** être muni d'un réchauffeur de liquide de refroidissement à 110 V c.a.;
- (c) Les réchauffeurs du moteur **doivent** avoir une capacité recommandée par le fabricant du moteur ou être conformes à la norme SAE J1310;
- (d) La prise 110 V c.a. des réchauffeurs **doit** être accessible par un opérateur situé à côté du véhicule;
- (e) Le véhicule **doit** être muni d'un réchauffeur de batterie de 110-Volt;
- (f) Le moteur **doit** être muni d'un réchauffeur de carburant en ligne à commande thermostatique et alimenté par la batterie;
- (g) Le moteur **doit** être muni d'un filtre à carburant chauffé/séparateur d'eau;
- (h) Le véhicule **doit** être muni de dispositifs de recouvrement des côtés du compartiment du moteur pour limiter l'entrée d'air froid; et
- (i) Le véhicule **doit** être muni d'un mécanisme de verrouillage du capot durable et résistant à la corrosion.

3.8.3 **Pré-chauffeur**

- (a) Le moteur **doit** être muni d'un système de préchauffage à combustion pour réchauffer le liquide de refroidissement du moteur;
- (b) Le système de préchauffage **doit**^(E) avoir une puissance d'au moins 8,8 kWh (30 000 BTU/heure);
- (c) Le système de préchauffage **doit** être fourni avec un contrôleur programmable avec une durée minimale de sept (7) jours;
- (d) Le modèle du système de préchauffage **doit** être approuvé par l'Autorité technique. Le modèle préféré est celui dont le NNO est 2990 12 357 4265 (Espar Hydronic M10); et
- (e) Le système de préchauffage **doit** être situé à un endroit où il est facile d'effectuer son inspection, sa réparation ou

son remplacement par le personnel des Forces Canadiennes (FC) en un maximum de 30 minutes.

3.9 Boîte de vitesses

3.9.1 Le véhicule **doit** être muni d'une boîte de vitesses automatique à changements de rapport sous charge fournissant au moins trois (3) rapports de marche avant et trois (3) rapports de marche arrière;

3.9.2 La boîte de vitesses **doit** être munie d'une commande de micromouvements ou **Équivalent** qui permet à l'opérateur d'utiliser les fonctions des fourches pendant que le véhicule roule à basse vitesse; et

3.9.3 Traction toutes roues motrices

(a) Le véhicule **doit** être muni d'une traction toutes roues motrices, sélectionnable par l'opérateur; et

(b) Le système de traction toutes roues motrices **doit** fournir une capacité 4x4 et distribuer une puissance égale à toutes les roues lorsque sélectionné.

3.10 Système de freinage - Le véhicule **doit** être muni d'un système de freinage de service, y compris un frein de stationnement, qui **doit** être conforme à la norme CAN/CSA B335-04 ou **Équivalent**.

3.11 Direction

3.11.1 La direction du véhicule **doit** être un système de direction assistée standard du fabricant **qui doit** être conforme à la norme CAN/CSA B335-04 ou **Équivalent**;

3.11.2 Le véhicule **doit** être muni d'un système de direction aux quatre roues, sélectionnable par le conducteur;

3.11.3 Le système de direction **doit** comprendre une colonne de direction réglable (inclinable et télescopique); et

3.11.4 Le véhicule **doit** être muni d'indicateurs de mode et de position de manœuvre situés à des endroits facilement visibles au conducteur.

3.12 Roues, jantes et pneus - Le véhicule **doit** être muni de pneus radiaux à sculpture pour la boue et la neige avec la bande de roulement XZL de Michelin ou **Équivalente**.

3.13 Commandes

3.13.1 Le véhicule *doit* être muni d'un système de commande à tige pour contrôler toutes les fonctions du mât; et

3.13.2 Le véhicule *doit* être muni d'un système permettant de s'assurer que le moteur ne peut être démarré que lorsque toutes les commandes soient en position neutre.

3.14 Instruments

(a) Le véhicule *doit* être muni d'un compteur d'heures servant à afficher le temps d'utilisation accumulé jusqu'à concurrence de 9 999 heures; et

(b) Balance

I Le véhicule *doit* être équipé d'une balance dont la précision est de plus ou moins 2 pourcent lorsque le chariot élévateur est à pleine charge; et

ii La balance *doit* comprendre un affichage numérique et un dispositif de remise à zéro.

3.15 Circuit électrique

3.15.1 Klaxon - Le véhicule *doit* être muni d'un klaxon facilement actionné par le conducteur; et

3.15.2 Avertisseur de recul - Le véhicule *doit* être muni d'un avertisseur de recul qui est activé dès que la boîte de vitesses du véhicule est placée en marche arrière.

3.16 Éclairage

3.16.1 Feu stroboscopique de marche arrière

(a) Le véhicule *doit* être muni d'un feu stroboscopique rouge fixé à l'arrière du véhicule; et

(b) Le feu stroboscopique rouge *doit* être activé lorsque la boîte de vitesses est en gamme de marche arrière.

3.16.2 Feu stroboscopique jaune

(a) Le véhicule *doit*^(E) être muni d'un feu clignotant omnidirectionnel jaune; et

(b) Le feu clignotant *doit* fonctionner en continu lorsque le commutateur d'allumage du véhicule est en position « ON ».

3.16.3 Feux de travail/clignotants

(a) Le véhicule *doit* être muni de deux feux de travail à DEL ou *l'Équivalent* réglables orientés vers l'avant du véhicule;

-
- (b) Le véhicule **doit** être muni de deux feux de travail à DEL ou **l'Équivalent** réglables orientés vers l'arrière du véhicule;
 - (c) Le véhicule **doit** être muni de feux d'arrêt fixés à l'arrière;
 - (d) Le véhicule **doit** être muni de clignotants fixés à l'avant et à l'arrière; et
 - (e) La commande des clignotants **doit** être fixée sur la colonne de direction.
- 3.17 **Système hydraulique** - Le véhicule **doit** être muni d'un système hydraulique qui aide au fonctionnement de tous les composants hydrauliques.
- 3.18 **Lubrifiants et liquides hydrauliques** - Le véhicule **doit** pouvoir utiliser des liquides hydrauliques et des lubrifiants standard non-exclusifs.
- 3.19 **Système de graissage automatique**
- 3.19.1 Le véhicule **doit** être muni d'un système de graissage automatique;
 - 3.19.2 Le système **doit** automatiquement fournir de la graisse à tous les points de graissage recommandés par le fabricant;
 - 3.19.3 La quantité de graisse fournie aux points de graissage **doit** être conforme aux spécifications du fabricant; et
 - 3.19.4 Le système **doit** comprendre un voyant indicateur de fonctionnement dans le poste de l'opérateur et un avertisseur de faible niveau de graisse.
- 3.20 **Peinture** - Le véhicule **doit** être peint à l'aide de couleurs commerciales résistantes à la corrosion et très durables.
- 3.21 **Identification** - Le véhicule **doit** être fourni d'une plaque d'identification indiquant de façon permanente le nom du fabricant, le modèle et le numéro de série dans un endroit bien à la vue et protégé.
- 3.22 **Instruments, décalcomanies et plaques de données**
- 3.22.1 Les instruments, les décalcomanies et les plaques de données fournis sur le véhicule **doivent** être en mesures métriques;
 - 3.22.2 Les instruments, les décalcomanies et les plaques de données **doivent** être identifiés à l'aide de symboles internationaux. Lorsque l'utilisation de symboles internationaux est impossible, des inscriptions bilingues (en anglais et en français) **doivent** être fournies; et

3.22.3 Des plaques de données donnant des avertissements et des précautions **doivent** être fournies en format bilingue.

4. SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ

4.1 Documentation et articles de soutien

4.1.1 Articles fournis avec chaque véhicule

(a) Manuels d'utilisation

- i Un manuel d'utilisation, qui décrit l'opération sécuritaire du véhicule et de tout l'équipement et attelage, **doit** être fourni;
- ii Un manuel d'utilisation **doit** être fourni en format bilingue comme ensemble ou en deux (2) manuels (un (1) anglais et un (1) français) dans un seul classeur;
- iii En plus de la copie papier du manuel d'utilisation, une copie en format numérique sur un CD ou DVD **doit** être fournie;
- iv Le CD ou DVD **doit** être un outil de recherche, avoir la liste des matières marqué en permanence et de façon lisible; et
- v La copie en format numérique ne **doit** exiger ni un mot de passe ni une connexion Internet pour y avoir accès.

(b) Manuels de maintenance (réparation en atelier)

- i Des manuels de maintenance bilingue avec un outil de recherche, en format électronique sur un CD ou DVD, **doivent** être fournis pour la maintenance et la réparation du véhicule;
- ii Les manuels en format recherche ne **doivent** pas nécessiter de mot de passe ou de connexion Internet pour être fonctionnels; et
- iii L'ensemble des manuels de maintenance électroniques **doit** comprendre un manuel des pièces.

(c) Lettre de garantie

- i Une copie en papier de la lettre de garantie bilingue dans un format approuvé **doit** être fourni avec chaque véhicule expédié;
- ii L'**Autorité technique** fournira un gabarit d'une lettre de garantie approuvée à l'Entrepreneur, sur demande;
- iii L'Entrepreneur **doit** fournir une description complète de la garantie dans la lettre de garantie avec les conditions de garanties demandées et toute garantie de système ou sous-système qui dépasse le minimum requis dans les documents contractuels; et

-
- iv La lettre de garantie **doit** comporter le nom et les coordonnées du fournisseur de la garantie désigné le plus proche et d'autres fournisseurs de la garantie désignés à travers le Canada.

(d) **Trousse de pièces initiales**

- i Une trousse de pièces initiales **doit** être fournie; et
- ii La trousse de pièces initiales **doit** comprendre un ensemble complet de filtres et d'éléments filtrants provenant du fabricant d'équipement d'origine (FEO).

(e) **Fiches signalétiques**

- i Un ensemble de fiches signalétiques **doit** être fourni; et
- ii Les fiches signalétiques **doivent** être les mêmes que celles remises à l'**Autorité technique** conformément au paragraphe 4.1.2 (g).

4.1.2 **Articles fournis à l'Autorité technique**

(a) **Fiche Technique**

- i Une fiche technique bilingue **doit** être fournie pour chaque Configuration, y compris les données pertinentes et une image du véhicule;
- ii L'**Autorité technique** fournira un gabarit d'une fiche technique approuvée à l'Entrepreneur;
- iii L'Entrepreneur **doit** fournir l'information demandée pour tous les accessoires et caractéristiques de la Configuration d'équipement;
- iv L'Entrepreneur **doit** soumettre une copie numérique (MS Word) de la fiche technique complétée à l'**Autorité technique** pour son approbation; et
- v L'approbation des fiches techniques ou des commentaires sera fournis dans les 30 jours suivant la réception.

(b) **Photographies et dessins linéaires**

- i Deux (2) photographies numériques en couleur, soit une (1) vue de trois quarts avant gauche et une (1) vue de trois quarts arrière droite, de chaque Configuration **doivent** être fournies;
- ii Une (1) photographie numérique en couleur de chaque pièce jointe, à la vue trois-quarts qui illustre le mieux l'attachement, **doit** être fournie;
- iii Un (1) dessin linéaire d'une vue de face et un (1) d'une vue de côté montrant les dimensions du véhicule

doivent être fournis. Les dessins linéaires inclus dans une brochure sont acceptables;

- iv Les photographies **doivent** avoir un arrière-plan non encombré;
- v Les photographies **doivent** être en format JPEG (Joint Photographic Experts Group); et
- vi Les photographies **doivent** avoir une résolution de pas moins que dix (10) méga pixels.

(c) **Manuels pour approbation**

- i Un ensemble des manuels, en format avec un outil de recherche, y compris les manuels de l'opérateur, des pièces et d'entretien (réparation en atelier) **doit** être fourni. Les manuels peuvent couvrir plus qu'une Configuration;
- ii Les manuels **doivent** être conformes aux exigences de C-01-100-100/AG-005 (Adoption de publications provenant du commerce et de gouvernements étrangers comme manuels adoptées). L'**Autorité technique** fournira C-01-100-100/AG-005 à l'Entrepreneur, sur demande;
- iii L'ensemble des manuels **doit** comprendre les manuels de tous les accessoires et les caractéristiques spécifiés pour la Configuration. Manuels accessoires peuvent être inclus en tant que compléments aux manuels des véhicules;
- iv Les manuels ne seront pas retournés; et
- v L'approbation des manuels ou des commentaires sera fournis dans les 30 jours suivant la réception.

(d) **Lettre de garantie** - L'Entrepreneur **doit** remettre un exemplaire de la lettre de garantie, en format numérique, à l'**Autorité technique** pour chaque véhicule;

(e) **Liste des pièces de la trousse de pièces initial** - Une liste des pièces incluses dans la trousse de pièces initiales spécifié au paragraphe 4.1.1 (d) **doit** être fournie;

(f) **Liste des pièces utilisées pour la maintenance préventive**

- i L'Entrepreneur **doit** remettre à l'**Autorité technique**, une liste des pièces nécessaires pour effectuer la maintenance préventive d'un véhicule;
- ii La liste **doit** comprendre la trousse de pièces initiales et tout article supplémentaire recommandé par le FEO, si l'Entrepreneur n'est pas le FEO, la révision et l'acceptation est fait par l'**Autorité technique**; et

iii La liste **doit** comprendre au moins les éléments suivants:

- (1) Description de la pièce;
- (2) Numéro de pièce du fabricant d'équipement d'origine;
- (3) Quantité suggérée; et
- (4) Coût unitaire.

(g) **Fiches signalétiques**

- i L'Entrepreneur **doit** remettre une liste de toutes les matières dangereuses utilisées sur le véhicule;
- ii Si aucune matière dangereuse n'est utilisée, cela **doit** être mentionné dans la liste; et
- iii L'Entrepreneur **doit** remettre des fiches signalétiques de toutes les matières dangereuses de la liste.

4.2 **Formation**

(a) **Formation - Formation pour l'opérateur**

- i L'Entrepreneur **doit** fournir un cours de formation pour l'opérateur;
- ii L'instructeur **doit** être un fournisseur de formation certifié du FEO;
- iii Le cours de formation pour l'opérateur **doit** inclure des segments de maintenance en fonctionnement afin de démontrer toutes les mesures de sécurité nécessaires pour l'utilisation de cette équipement, des instructions sur l'utilisation de toutes les pièces jointes fournies et la maintenance;
- iv Le cours de formation pour l'opérateur **doit** comprendre une journée (8 heures) de formation;
- v Le cours de formation pour l'opérateur **doit** accueillir jusqu'à huit (8) personnes;
- vi Une cours de formation pour l'opérateur **doit** être fourni à la chaque destination de livraison;
- vii Le cours de formation pour l'opérateur **doit** être fourni dans la langue officielle sur la demandé de l'**Autorité technique**;
- viii La date du cours de formation pour l'opérateur **doit** être convenue avec l'**Autorité technique**;
- ix À la fin du cours de formation pour l'opérateur, l'Entrepreneur **doit** faire signer un certificat de

« **PREUVE DE FORMATION DE L'OPÉRATEUR** » par le principal participant du cours; et

- x L'**Autorité technique** fournira un gabarit de « **PREUVE DE FORMATION DE L'OPÉRATEUR** » sous format numérique.

(b) **Formation – Formation pour la maintenance**

- i L'Entrepreneur **doit** fournir un cours de formation pour la maintenance;
- ii L'instructeur **doit** être un fournisseur de formation certifié du FEO;
- iii Le cours de formation pour la maintenance **doit** inclure des instructions détaillées sur des essais, de la résolution de problèmes, de l'analyse de problèmes et des ajustements;
- iv Le cours de formation pour la maintenance **doit** accueillir jusqu'à huit (8) personnes;
- v Le cours de formation pour la maintenance **doit** comprendre trois (3) journées (24 heures) de formation;
- vi Une cours de formation pour la maintenance **doit** être fourni à chaque destination de livraison;
- vii Le cours de formation pour la maintenance **doit** être fourni dans la langue officielle sur la demandé de l'**Autorité technique**;
- viii Les dates du cours de formation pour la maintenance **doivent** être convenues avec l'**Autorité technique**;
- ix À l'achèvement du cours de formation pour la maintenance, l'Entrepreneur **doit** faire signer un certificat de « **PREUVE DE LA FORMATION POUR LA MAINTENANCE** » par le principal participant du cours; et
- x L'**Autorité technique** fournira un gabarit de « **PREUVE DE LA FORMATION POUR LA MAINTENANCE** » sous format numérique.

5. ESSAIS D'ACCEPTATION

- 5.1 Le premier véhicule **doit** être examiné et le rendement testé par l'Entrepreneur, à l'installation de l'Entrepreneur, pour assurer le respect des exigences du présent document;
- 5.2 L'entrepreneur **doit** organiser le premier essai d'article et fournir le personnel et l'équipement/les outils nécessaires pour effectuer les essais d'acceptation;
- 5.3 L'**Autorité technique** choisira des articles pour l'essai conformément aux caractéristiques de rendement décrites à

la section 3 de ce document et fournira un plan d'essai avant que l'essai ne soit effectué;

- 5.4 L'**Autorité technique** ou son représentant sera témoin à cet essai pour évaluer le comportement; et
- 5.5 L'Entrepreneur **doit** corriger toutes les lacunes en fonction du matériel, de fonction, et du rendement du véhicule qui sont identifiées lors de l'essai d'acceptation avant l'expédition du véhicule(s) aux destinations de livraison.

6. ÉTAT À LA LIVRAISON

- 6.1 Le véhicule **doit** être livré à destination dans un état entièrement opérationnel (entretenu et réglé). L'intérieur et l'extérieur **doivent** être nettoyés;
- 6.2 Si le véhicule **doit** être assemblé à la destination, l'entrepreneur **doit** fournir la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour l'assemblage;
- 6.3 Si nécessaire, un espace de travail sera fourni à la destination;
- 6.4 Tous les articles comme les clés pour écrous de roues, les crics et tous les autres outils, équipements et accessoires, qui sont envoyés non arrimés avec l'équipement, **doivent** être énumérés sur le certificat d'expédition ou sur une note d'emballage jointe; et
- 6.5 Le ou les réservoirs à carburant du véhicule **doivent** être au moins à moitié pleins lors de la livraison.



NOTICE

This documentation has been reviewed by the Technical Authority and does not contain controlled goods.

AVIS

Cette documentation a été révisée par l'Autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

**QUESTIONNAIRE DE RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES
POUR**

**Chariots élévateurs à fourches de type conducteur assis, à
moteur diesel, à toutes roues directrices, à toutes roues
motrices et pour terrains accidentés**

Le présent questionnaire porte sur les renseignements techniques qui **doivent** être fournis pour l'évaluation des Configurations des véhicules offerts.

Lorsque les paragraphes de spécification ci-dessous indiquent « **Preuve de conformité** », la « **Preuve de conformité** » **doit** être fournie pour chaque exigence de rendement/spécification.

Les offrants devraient indiquer le nom du document/titre et le numéro de la page où la **Preuve de conformité** peut être trouvée.

Les définitions pour « **Équivalent** » et « **Preuve de Conformité** » se trouvent dans la section **DÉFINITION** à la fin de ce document.

INFORMATION DE L'ENTREPRENEUR

Nom d'entrepreneur _____

Date _____

Substituts/Alternatives

Y a-t-ils des substituts/alternatives offerts comme ***Équivalent***?

OUI ☐ NON ☐

Si oui, s'il vous plaît identifier tous les substituts/alternatives d'équipements offerts comme ***Équivalents*** ci-dessous:

NOTE : Preuve de conformité doit être fournie pour tous les articles offerts comme substitut ou alternative.

PARAGRAPHES DE LA SPÉCIFICATION

3.3.3 **Cote de sécurité « D » - Preuve de conformité**

Certificat UL valide à la page _____ du document _____

3.4.2 **Données d'exploitation du chariot élévateur - Preuve de conformité**

Véhicule - Marque _____ - Modèle

Mât - Modèle _____

(a) Capacité de levage et centre de charge à la page ____ du document _____

(c) Hauteur de levage à la page _____ du document _____

(d) Hauteur hors tout avec mât rentré à la page ____ du document _____

3.5.1 (f-ii) **Dispositif de déplacement latéral/dispositif des positionnement des fourches intégré**

Déplacement latéral à la page ____ du document

3.8 **Moteur**

(b) **Certificat d'émission du groupe 4i- Preuve de conformité**

Information de moteur tier-4i à la page ____ du document

3.9.3 **Toutes roues motrices**

Information de toutes les roues motrices à la page du document _____

DÉFINITIONS

Les définitions suivantes s'appliquent à l'interprétation du présent questionnaire d'information technique :

- (a) « **Équivalent** » **doit** désigner une norme, moyen ou type de composant que l'**Autorité technique** a approuvé pour cette exigence, par écrit, comme répondant aux exigences spécifiées pour ajustement, la forme, la fonction et la performance; et
- (b) « **Preuve de conformité** » **doit** désigner un document inchangé, tel qu'une brochure et/ou un document technique et/ou un rapport d'essai de tierce parti fourni par un établissement d'essai de renommée nationale et/ou internationale et/ou un rapport généré par un logiciel d'une tierce partie de renommée nationale et/ou internationale. Le document **doit** fournir l'information détaillée sur chacune des exigences de performance et/ou des spécifications. Lorsqu'un document soumis comme **Preuve de conformité** ne couvre pas toutes les exigences de performance et/ou les spécifications, un certificat d'attestation (en tant que document distinct), signé par un ingénieur principal représentant le fabricant d'équipement d'origine, indiquant les modifications et comment les exigences de performance et/ou les spécifications sont rencontrées **doit** être fourni. Le certificat **doit** indiquer toutes les exigences de performances et/ou les spécifications abordées par le certificat. Un certificat peut être fourni pour une ou toutes les exigences de performances et/ou les spécifications.